

L'injustice Institutionnalisée

La Lutte contre l'Impunité

Activités publiques

Toronto: le mardi 24 février 2009 – 19:00, 25 rue Cecil Street, Steelworkers Hall

Ottawa: le samedi 28 février 2009 – 19 :00, Université d'Ottawa, Montpetit, room 202

Montréal: le lundi 2 mars 2009 – 19 :00, Salle D-R200, Pavillon Athanase David, UQAM, 1440, rue St. Denis, Montréal

Les Défenseurs des Droits de la Personne de la COLOMBIE, du GUATEMALA, et du MEXIQUE
parlent de leur travail pour arrêter l'impunité et pour ramener la justice aux personnes affectées par les abus envers les droits humains

L'IMPUNITÉ est le manque de responsabilité pour les violations des droits de la personne. Dans les pays où l'impunité sévit, incluant le Mexique, la Colombie, et le Guatemala, quand les agents de l'état – militaires, paramilitaires, policiers et/ou autres acteurs comme les brigades de la mort tolérées par le gouvernement – commettent des abus envers les droits humains, ils ne sont souvent pas punis pour leurs crimes. Ce manque de justice pénale transmet comme message aux auteurs des crimes que leurs actions sont tolérées voire acceptées par l'état, et que les agents de l'état peuvent tuer, torturer ou faire disparaître sans crainte de faire face à la justice.

Nos conférenciers

De la Colombie : Gloria Gómez, présidente nationale d'ASFADDES (l'Association des familles des personnes détenues et disparues). La majorité des membres d'ASFADDES sont des femmes chefs de familles monoparentales qui tentent de retrouver des êtres chers qui ont disparu au cours des 30 dernières années. Le processus de démobilisation engagé par le gouvernement colombien semble avoir mis en relief le caractère systémique de l'impunité pour les violations des droits de la personne dans le pays.

Du Guatemala : Jorge Lopez est directeur d'OASIS (Organisation pour appuyer une sexualité intégrée afin de lutter contre le sida), et s'occupe de sensibilisation et de prévention du VIH/sida de même que de la protection et de la promotion des droits des gais, lesbiennes, bisexuels et transgenres. Zulma, qui participera aussi, a été témoin du meurtre d'un travailleur du sexe transgenre. Zulma a témoigné que des membres de la Police civile nationale sont responsables du meurtre. Les groupes avec lesquels travaille OASIS sont très menacés au Guatemala et sont régulièrement la cible de « nettoyage social ».

Du Mexique : Tita Radilla, membre fondatrice d'AFADDEM (Association des familles de détenus, de disparus et de victimes des violations des droits humains au Mexique), est responsable d'une victoire qui a établi un précédent en mars 2008, lorsque la Cour interaméricaine des droits de l'homme a accepté d'étudier le cas de son père disparu en 1974. Si la cause est instruite par la Cour, ce sera la première fois qu'un cas lié à la « sale guerre » du Mexique sera porté devant les tribunaux. Cela pourrait entraîner de nouvelles poursuites dans les cas de disparition et peut-être éventuellement, la reconnaissance par le gouvernement mexicain du fait que l'État a usé de répression systématique au cours de cette période.



Peace Brigades International (PBI) s'engage pour le respect des droits humains et la résolution non-violente des conflits dans des régions en crise. En envoyant des équipes de volontaires pour accompagner des militants engagés en faveur de la paix, de la démocratie et de la justice, PBI contribue à dissuader les violences à l'encontre des défenseurs des droits

humains. Cela permet aux militants de continuer leur travail et crée un espace de paix pour la résolution non-violente des conflits.

Pour des renseignements supplémentaires, écrivez à : info@pbicanada.org ou visitez www.pbicanada.org.
Les activités sont gratuites. Les dons et contributions sont les bienvenus.

Cette activité est commanditée par: Inter Pares, Public Service Alliance of Canada, Ontario Public Service Employees Union, Canadian Union of Public Employees Ontario International Solidarity Committee, United Church of Canada, Primates World Relief and Development Fund, University of Ottawa Graduate Students' Association, Rights and Democracy, Steelworkers Toronto Area Council.

Activité approuvée et soutenue par: Comité pour les Droits Humains en Amérique Latine